

placements des Canadiens. Le budget, selon lui, ne pourra guère réduire le déficit de la balance des paiements du Canada.

Certains fonctionnaires supérieurs des services financiers de Colombie-Britannique ont affirmé que l'augmentation attribuable à l'impôt de rétention sur les obligations canadiennes aux mains des portefeuillistes étrangers «relèvera en fait le taux de l'intérêt...»

M. Frederick G. Gardner, président du conseil de la région métropolitaine de Toronto, avait également l'impression que le budget aurait pour conséquence d'augmenter le taux de l'intérêt sur les emprunts municipaux...

M. G. Arthur Lascelles, commissaire financier de la région métropolitaine de Toronto, a déclaré qu'il n'y avait tout simplement pas assez d'argent en circulation au Canada pour satisfaire tous les emprunteurs. M. H. A. McDiarmid, de Vancouver, président de la division de Colombie-Britannique de l'Association canadienne des manufacturiers, a observé que, si le budget tendait à ralentir les placements en provenance des États-Unis, les affaires en seraient également ralenties...

M. Karl E. Scott, président de la *Ford Motor Company of Canada Limited* a dit qu'il espérait ne pas voir adopter par le gouvernement des mesures législatives qui pourraient nuire à l'avancement de sociétés canadiennes que contrôlent des financiers d'autres pays.

(Texte)

M. Egan Chambers (Saint-Laurent-Saint-Georges): Monsieur l'Orateur, est-ce que je puis poser une question à l'honorable député?

M. Caron: Je n'ai pas le temps, je n'ai qu'une demi-heure à ma disposition.

M. Chambers: Est-ce que je pourrais...

M. Caron: J'ai dit non.

(Traduction)

M. Chambers: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Pourrions-nous savoir ce qu'a cité le député?

M. Caron: Je l'ai dit au début de mes observations, et si vous voulez bien consulter le hansard demain, vous y trouverez ce renseignement.

M. Chambers: Quel est ce document?

M. Caron: C'est un extrait du relevé de ceux qu'intéressait le budget et fait par le *Journal d'Ottawa*.

M. Martineau: Quelle en est la date?

M. Caron: Le mercredi 21 décembre 1960.

(Texte)

Monsieur le président, j'ai l'habitude d'écouter sans dire un mot les discours de mes honorables vis-à-vis; j'espère qu'ils auront la même délicatesse à mon égard et me permettront de continuer mes observations.

J'ai ici un autre article de fond, lequel a été publié dans *The Gazette* du 21 décembre 1960; je n'en citerai qu'une phrase parce que je n'ai pas le temps d'en lire davantage:

(Traduction)

On dira qu'il aurait été préférable de présenter semblables mesures dans le budget du printemps dernier, alors qu'elles auraient pu contrebalancer en partie le fléchissement économique subséquent.

(Texte)

Et ce journal n'est certainement pas connu comme un adepte du parti libéral.

Malheureusement, le temps passe rapidement. Je n'aurai probablement pas le temps de faire connaître le réaction du public canadien à l'égard du budget actuel, mais je veux citer ce qu'écrivait M. Norman Campbell de *l'Ottawa Citizen* du 21 décembre 1960; voici:

(Traduction)

Le petit budget, en général, était nettement conservateur au sens propre du mot. La doctrine économique des conservateurs signifie, à notre avis, que si l'économie est saine, en général, les avantages s'en feront sentir parmi l'ensemble de la population sans qu'il soit nécessaire de faire des versements de transfert déterminés aux particuliers.

(Texte)

Et c'est véritablement l'état que nous constatons chez les conservateurs. Un gouvernement conservateur, en relation avec sa philosophie, croit que la prospérité doit venir d'en haut plutôt que d'en bas.

On a essayé d'étendre les bienfaits chez les riches de cette terre, espérant que cela retomberait comme une pluie bienfaisante sur la masse; c'est là que les conservateurs font erreur.

Monsieur le président, voici maintenant un titre du journal *Le Droit*, d'Ottawa:

«Pas de cadeaux de Noël» lors du budget, un programme pour aider les industries du pays.

Et nous constatons, toujours dans *Le Droit* du 21 décembre 1960, que Jean Taillefer disait:

Un budget pour l'homme d'affaires!

Encore une fois on a pensé au gros, on a oublié le petit! Si, au moins, on avait réduit la taxe sur les cigarettes!

Ce sont là quelques-unes des objections qu'on pouvait entendre dans le grand public, mardi soir, après la présentation du budget supplémentaire du ministre des Finances, M. Donald Fleming.

En outre, dans *The Gazette* du 21 décembre, Arthur Blakeley écrivait un article dans lequel il disait:

(Traduction)

On vise à l'indépendance économique en aidant l'entreprise canadienne. Fleming s'en impose à lui-même.

Il n'en impose à personne d'autre.

(Texte)

Voilà l'opinion qu'avait du ministre actuel ce journal franchement conservateur.

Et je pourrais encore citer à l'infini des articles de journaux et de rédacteurs sérieux,